

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### Séance ordinaire du 06 février 2015

L'an deux mille quinze, le six février à dix neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de PLOUGRESCANT légalement convoqué, s'est rassemblé à la Mairie, en présence de Anne-Françoise PIEDALLU, Maire.

**PRESENTS** : Anne-Françoise PIEDALLU, Maire; Gilbert RANNOU, Nathalie URVOAS, Gérard COUILLABIN, Adjoint; Roland PATEZOUR, Joël JULOU, Gérard PONGERARD, Marie-Françoise ALLAIN, Cécile HERVE, Hélène RICHARD, Philippe DERRIEN, Roger KERAMBRUN.

**POUVOIRS** : Gérard COUILLABIN a les pouvoirs de Jean NEUKUM  
Roland PATEZOUR a les pouvoirs de Véronique LE CALVEZ  
Roger KERAMBRUN a les pouvoirs de Marie-Thérèse PRIGENT

**ABSENT(S)** : néant.

**Secrétaire de Séance** : Philippe DERRIEN

### **OBJET : PRESCRIPTION DE LA REVISION DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS ET ELABORATION D'UN PLAN LOCAL D'URBANISME**

Madame Le Maire rappelle que la Commune dispose depuis le 08/11/1988 d'un *Plan d'occupation des sols* (P.O.S.). Elle explique ensuite les raisons pour lesquelles, il convient aujourd'hui de le remplacer par un *Plan local d'urbanisme* (P.L.U.), à savoir :

- Maintenir un document de planification stratégique communale au-delà du 1<sup>er</sup> Janvier 2016, date à laquelle les P.O.S. pour lesquels une prescription de révision en vue de leur transformation en PLU n'aurait pas été engagée avant le 31 décembre 2015, deviendront caducs.
- Mettre en compatibilité ce document avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne, approuvé en novembre 2009 et le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Argoat Trégor Goëlo, en cours d'élaboration.
- Intégrer les orientations du SCoT du Trégor qui doit être prochainement étendu à la Commune de Plougrescant.
- Prendre en compte l'évolution législative et notamment la loi ENE dite Grenelle 2 du 12 juillet 2010 et la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR du 24 mars 2014.
- Prendre en compte les grands enjeux sociaux et environnementaux de l'époque, et participer aux efforts nationaux et internationaux destinés à les résoudre.
- Ouvrir un large débat avec les habitants et acteurs socio-professionnels de la commune afin de faire ressortir les grands enjeux et de choisir pour chacun d'eux les réponses adaptées.

Madame Le Maire expose ensuite les objectifs de fond :

- Poursuivre un urbanisme maîtrisé tout en veillant à une utilisation économe de l'espace et en permettant une mixité sociale et intergénérationnelle,
- Conserver et renforcer la qualité du cadre de vie local,
- Développer les services et activités économiques,
- Préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti de la commune,
- Accentuer les pratiques de circulation douces afin de favoriser la mobilité durable,
- Prendre en compte les zones naturelles sensibles et notamment les sites Natura 2000 à terre et en mer,
- Identifier et protéger la trame de continuité écologique verte et bleue,
- Identifier et préserver les zones humides et les cours d'eaux sur l'ensemble du territoire communal,

- Protéger la population face aux risques d'inondation par submersion marine, auxquels le territoire communal est exposé,
- Intégrer la jurisprudence récente de la loi littoral.

#### Vu :

- Le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 110, L. 121-1, L. 121-4, L. 123-6, L. 300-2, R. 123-24 et R. 123-25,
- Le plan d'Occupation des Sols approuvé le 03/10/2000 et modifié le 17/11/2004
- La loi littoral du 03 janvier 1986 et notamment ses dispositions codifiées aux articles L-146-1 à 146-9 du code de l'urbanisme,
- Le Schéma de cohérence territoriale du Trégor, entré en vigueur le 6 mars 2013 mais auquel la Commune de Plougrescant n'a été rattachée qu'à une date ultérieure,
- La loi N° 2010-788 du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement, dite Grenelle 2, que le PLU révisé doit prendre en compte avant le 1<sup>er</sup> janvier 2017,
- La loi N° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, qui a notamment pour objectif d'accentuer la lutte contre l'étalement urbain et la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers. La loi prévoit que si une révision du POS a été engagée avant le 31 décembre 2015, le POS actuel reste en vigueur jusqu'au terme de cette révision, pendant une durée maximale de trois ans à compter de la publication de la loi, soit jusqu'au 26 mars 2017.

#### Le Conseil municipal de PLOUGRESCANT, après en avoir entendu l'exposé Madame Le Maire, et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

#### DECIDE de :

- Prescrire la révision du POS et élaborer un *Plan local d'urbanisme* (P.L.U.), sur le territoire de la commune, conformément aux articles L. 123-1 et suivants et R.123-1 et suivants du Code de l'urbanisme.
- Lancer la concertation, qui sera ouverte pendant toute la durée de l'étude et jusqu'à l'arrêt du projet de PLU,
- Fixer les modalités de cette concertation avec les administrés, les associations locales et les autres personnes concernées, comme suit :
  - ✓ La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.
  - ✓ La mise à disposition du public, aux heures d'ouverture de la Mairie et tout au long de la procédure, d'un registre à feuillets non mobiles destiné à recueillir les observations et suggestions.
  - ✓ La publication d'un avis dans le journal communal signalant le lancement de la procédure et expliquant comment en suivre l'avancement et comment s'exprimer.
  - ✓ La tenue d'au moins deux réunions publiques, aux moments de l'élaboration du P.A.D.D. et avant l'arrêt du projet, qui permettront aux administrés de s'exprimer sur les orientations choisies par la municipalité.
  - ✓ La création d'un comité technique composé d'élus, de personnes qualifiées (représentants de la profession agricole, commerçants, etc.) ou détentrices d'une expertise pertinente pour éclairer la municipalité (associations, etc.).

Ce dispositif sera accompagné des mesures de publicité prévues par la loi.

- Préciser que le bilan de la concertation sera tiré, par délibération, et au plus tard au moment de l'arrêt du projet de P.L.U. et ce en application de l'article R 123-18 du code de l'urbanisme.
- Organiser l'association et la consultation des différentes personnes publiques dans les conditions prévues aux articles L.123-7 et L.123-10 et R.123-16 du Code de l'Urbanisme.
- Inscrire au Budget les crédits nécessaires à la réalisation des études afférentes.
- Autoriser le Maire (ou son représentant) à solliciter auprès de l'Etat l'attribution d'une part de la dotation générale de décentralisation (DGD) en compensation des frais d'études et matériels générés par la révision du POS en PLU, ce dans les conditions prévues par l'article L. 121-7 du Code de l'urbanisme.
- Préciser que, conformément à l'article L.123-6 du Code de l'urbanisme et dans les conditions prévues à l'article L 111-8 du même code, à compter de la publication de la présente délibération,



l'autorité compétente peut décider de surseoir à statuer sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan.

- Notifier la présente délibération aux organismes prévus à l'article L. 123-6 du Code de l'urbanisme et à des organismes jugés particulièrement concernés par la démarche, soit :

- ✓ M. le Préfet des Côtes d'Armor,
- ✓ Mme Le Sous-Préfet de LANNION,
- ✓ M. le Président du Conseil régional de Bretagne,
- ✓ M. le Président du Conseil général des Côtes d'Armor,
- ✓ M. le Président du Syndicat mixte de cohérence territoriale du Trégor,
- ✓ M. le Président de Lannion-Trégor Communauté, porteur du Programme local de l'Habitat et en qualité d'Autorité organisatrice de transport,
- ✓ M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie des Côtes d'Armor,
- ✓ M. le Président de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Côtes d'Armor,
- ✓ M. le Président de la Chambre d'agriculture des Côtes d'Armor,
- ✓ M. le Président de la Section régionale de conchyliculture,
- ✓ M. le Président du Centre national de la propriété forestière,
- ✓ M. le Président de l'Institut national des appellations d'origine (I.N.A.O.),
- ✓ M. le Président de la Commission locale de l'Eau,
- ✓ M. le Président de la Communauté de Communes du Haut Trégor,
- ✓ MM. Les Maires des Communes limitrophes,
- ✓ Mrs les Présidents et personnes responsables de Natura 2000 pour les zones concernées sur la commune de Plougrescant,
- ✓ Mr le Président du Comité de bassin versant concerné,
- ✓ Conformément aux articles L.121-5 et L.123-8 du Code de l'urbanisme, seront consultés sur leur demande :
  - ✓ Les Maires de communes voisines,
  - ✓ Les associations locales d'usagers agréées dans les conditions définies à l'article L.121-5 du Code de l'Urbanisme,
  - ✓ Les associations agréées mentionnées à l'article L 252-1 du Code rural.

- Transmettre la présente délibération au Préfet des Côtes d'Armor pour contrôle de légalité.
- Donner à la présente délibération la publicité suivante, ainsi que prévu par l'article R.123-25 du Code de l'urbanisme :
  - ✓ L'affichage en Mairie pendant un mois,
  - ✓ La mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département,
  - ✓ La mise à disposition du public aux horaires habituels d'ouverture de la Mairie.
- Précise que la Délibération du 21/11/2014 par laquelle le Conseil Municipal décidait la prescription du P.O.S. est rapportée.

Pour extrait conforme,  
Le Maire,  
Anne-Françoise PIEDALLU.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

022-212202188-20150206-2015-011-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/02/2015

Publication : 09/02/2015

Rendu exécutoire après transmission  
au contrôle de légalité et affichage  
en date du : 09/02/2015

Le Maire,  
Anne-Françoise PIEDALLU.